



## **CTPD Jeudi 24 septembre : Bilan de la rentrée 2009 ( 2d Degré ) Déclaration des représentants des personnels FSU**

Les informations nombreuses transmises par nos collègues sur la rentrée témoignent d'une situation difficile dans les collèges et les lycées, aux antipodes des discours de M. le Ministre et de M. le Recteur annonçant une rentrée « techniquement réussie ». L'accumulation, au fil des années, des suppressions de postes conduit aujourd'hui à une détérioration inégalée des conditions de travail des personnels et des conditions d'études et d'encadrement des jeunes. L'objectif prioritaire consiste à économiser un maximum d'heures.

Les effectifs augmentent encore dans les classes, conséquence d'une sous-estimation délibérée des effectifs que nous avons dénoncée lors de la phase de préparation de rentrée. Conséquence aussi d'un assouplissement débridé de la carte scolaire qui accentue encore les inégalités sociales et territoriales dans notre département. Alors que les dérogations concernent une infime minorité de boursiers, les établissements qui scolarisent les élèves qui cumulent toutes les difficultés se vident, se ghettoïsent un peu plus : leur avenir et le maintien d'un service public d'éducation dans ces quartiers sont menacés à très court terme. Nous souhaitons disposer du constat des effectifs par établissement, ainsi que d'informations concernant les raisons de leur évolution par rapport aux prévisions (effet «carte scolaire», part du retour du privé, conséquence des taux de passage...). Il semble également qu'un nombre significatif d'élèves, en particulier redoublants de terminales, soient toujours sans affectation à ce jour : qu'en est-il précisément ?

Jamais les ajustements, échelonnés tout au long de l'année et jusqu'à cette rentrée, n'ont atteint un telle ampleur dans notre département : plus de 3000 heures, dont largement plus de 2000 en lycées. Jamais le nombre d'ouvertures de classes réalisées durant l'été n'a été aussi important : alors que nombre de délégations d'établissement avaient manifesté lors d'audiences à l'Inspection académique que les prévisions d'effectifs et de DHG étaient irréalistes, c'est finalement au dernier moment que certains moyens ont été donnés. La gestion en flux tendus est-elle le nouveau mode de pilotage du système éducatif ? Combien de postes supprimés sont réapparus à cette rentrée sous forme de moyens provisoires ? Quel est le volume d'heures supplémentaires imposé dans ces ajustements ? Combien de collègues contraints à un complément de service injustifié ? Autant d'éléments qui fragilisent le travail des équipes pédagogiques et qui participent aux dégradations des conditions d'exercice très durement ressenties par nos collègues à cette rentrée. Combien d'établissements ont vu leurs prévisions d'effectifs dépassées sans modification de leur dotation, dégradant d'autant les conditions d'apprentissage.

De plus en plus, les Conseils d'administration sont dessaisis de leur prérogative concernant l'emploi des dotations horaires. Les horaires règlementaires sont loin d'être partout respectés, parfois contre l'avis des CA . Des expérimentations sont imposées aux équipes pédagogiques sans consultation. Le financement de projets pédagogiques, de dispositifs d'aide aux élèves... est soumis à l'acceptation d'heures supplémentaires .

Ces heures supplémentaires alourdissent substantiellement la charge de travail, elles accréditent l'idée que l'on peut augmenter un service sans détériorer sa qualité, sans réduire la disponibilité des enseignants. Elles tendent à occulter le fait qu'il est urgent de revaloriser nos métiers alors que l'érosion de notre pouvoir d'achat se poursuit, et que les salaires de début de carrière sont à peine au-delà du SMIC .

Elèves sans professeur, congés longs non remplacés... à quelques semaines seulement de la rentrée, l'administration se trouve dans l'incapacité d'assurer ses missions . Le manque criant de personnels titulaires remplaçants fait la démonstration de l'insuffisance des recrutements. Quant à la pénurie de personnels de vie scolaire, d'orientation, de santé... elle pèse lourdement dans le fonctionnement quotidien des établissements. La précarité explose sous toutes ses formes. Dans un tel contexte, la perspective de suppression de 16 000 emplois dans l'Education nationale apparaît comme une véritable provocation.